



L'ÉVÉNEMENT

Étudiants et jeunes diplômés victimes de la crise du Covid

Concours décalés, stages envolés, petits jobs annulés... Les jeunes subissent de nombreux aléas dans leur formation et débouchent sur un marché en panne.

CAROLINE BEYER [@BeyerCaroline](#)

ENSEIGNEMENT à distance plus ou moins performant, stages repoussés, voire supprimés, concours des grandes écoles décalés, petits jobs étudiants envolés, perspectives d'embauches suspendues... La crise du Covid touche de plein fouet les étudiants et les jeunes diplômés. Son impact promet d'être durable.

C'est en septembre que les étudiants reprendront le chemin des universités et des grandes écoles. Dans l'attente d'un protocole sanitaire spécifique, les établissements anticipent. Avec, en tête, les 4m² par personne déjà fixés dans les entreprises. Ils travaillent donc sur une offre de formation qui mixera « présentiel » et « distanciel » à plus ou moins haute dose. Il faut « éviter les amphis bondés », a rappelé Frédérique Vidal, la ministre de l'Enseignement supérieur, il y a quelques jours.

« La relance va être lente », s'inquiète Alex, 23 ans, qui, en mars, avant que tout se fige, touchait du doigt le CDI au sein du service de contrôle de gestion d'un groupe automobile. « J'avais passé l'entretien final. Il ne restait plus que deux candidats », raconte cet étudiant en dernière année à l'école de commerce Kedge qui, depuis mars, poursuit son stage de fin d'études en télétravail, depuis la Bretagne, chez Renault Benelux. Quand le confinement est arrivé, l'entreprise a bloqué sa procédure de recrutement. Récemment, elle l'a contacté pour un nouvel entretien et une

mission recalibrée sur la relance d'activité. « Ils ont été vagues sur la date de la réponse », explique le jeune homme, contraint de « changer son fusil d'épaule », et de postuler dans le secteur agroalimentaire, plus porteur selon lui. « Je vais essayer de ne pas tomber sous les 36 000 euros annuels. Nous ne sommes plus en position de négocier les salaires, résume-t-il. Depuis deux semaines, les offres d'emploi sont revenues. Mais elles ne se bousculent pas. »

Pour Arnaud, 22 ans, étudiant aux Mines de Nancy, le moral est au beau fixe. C'est de chez ses parents, en Corse, qu'il effectue son stage de fin d'études, en télétravail. Il devait rejoindre Barcelone fin mars, pour intégrer Air Products : l'entreprise l'accueille à distance. « J'étais un peu stressé à l'idée de commencer sans y avoir mis les pieds, ni rencontré personne physiquement. Mais mon tuteur fait le point avec moi chaque jour en visioconférence. Il m'a présenté toutes les personnes avec lesquelles je suis susceptible de travailler. » Arnaud est chargé d'harmoniser les méthodes de stock des filiales de ce groupe qui produit du gaz pour l'industrie et les hôpitaux, avec une forte activité en cette période de Covid.

De l'informatique aux sciences humaines, en passant par la médecine, le droit ou Sciences Po, les étudiants ne sont pas égaux face à la crise et au télétravail. Au-delà des cursus, le confinement a fragilisé les plus précaires : 20% de la population étudiante vit sous le seuil de pauvreté. Mardi, la ministre a annoncé qu'il n'y aurait « pas d'augmentation des droits d'inscription », et



que le gouvernement travaillait « plus largement à faire d'autres propositions pour accompagner la rentrée ».

Universités et grands écoles espèrent que le plan de relance d'Emmanuel Macron comprendra un volet sur le supérieur. « Il faut soutenir la formation, surtout si l'on relocalise certaines industries en France, insiste Guillaume Gellé, à la Conférence des présidents d'université (CPU). Les locaux universitaires ne sont pas adaptés à la situation. Il faudra un soutien financier de l'État », ajoute-t-il. « Pour ne pas sacrifier cette génération d'étudiants, il faudra un

« système d'aide à l'embauche », estime Laurent Champanay, à la Conférence des grandes écoles (CGE). Pour le président des Arts et Métiers, il faut aussi se pencher sur la question des étudiants étrangers – parfois 50% des effectifs dans les écoles de management –, qui sont « un levier économique fort ». Des étudiants massivement rentrés dans leur pays. « Il est important de leur dire rapidement qu'ils vont pouvoir suivre nos cursus à distance », explique-t-il.

Prise en compte autant que possible du contrôle continu, organisation d'évalua-

tions à distance avec télésurveillance, formats d'examens revisités, comme à Sciences Po, qui a donné 48 heures à ses étudiants pour traiter un vaste sujet... L'évaluation n'est pas une mince affaire. À Paris 1, le sujet fait l'objet d'une guerre de tranchées entre la commission « formation et vie universitaire », qui a adopté le principe du 10 sur 20 minimum, « améliorable par des devoirs maison » et des enseignants-chercheurs, qui dénoncent une dévalorisation des diplômes. « On est dans l'incertitude », regrette Manon, étudiante en sciences politiques, qui déplore « le manque de communication et toutes ces guéguerres. Ce qui me préoccupe, c'est la rentrée. J'ai peur que ce soit la catastrophe ».

À quoi ressemblera cette rentrée ? Quelle sera la part des enseignements à distance ? « A Sciences Po, ce sera du 100% en ligne », explique Thomas Le Corre, étudiant de première année et président de l'Unef à l'IEP de Paris. Dans un message adressé le 12 mai aux étudiants, l'école explique avoir fait le choix du « double campus ». L'un sera « numérique », avec « l'intégralité de la formation ». Le second, « physique », sera dédié aux

« ateliers, tutorats, projets collectifs, travaux de groupes, activités associatives... » C'est le choix qu'a fait aussi la prestigieuse université de Cambridge. « Pourquoi venir à Paris ou à Reims, et y louer un appartement, si l'on peut faire Sciences Po à distance ? » interroge Thomas Le Corre, qui dénonce un « enseignement à deux vitesses. Certains auront accès au campus physique, à la bibliothèque, la vie associative, et d'autres non ». ■

“ Pour ne pas sacrifier cette génération d'étudiants, il faudra un système d'aide à l'embauche ”

LAURENT CHAMPANAY,
PRÉSIDENT DES ARTS ET MÉTIERS



BERTRAND GUAY / AFP

L'accès à l'emploi des jeunes est une question absolument vitale qui devra être une des priorités du plan de relance, et même une priorité nationale. Il faut mesurer l'angoisse des centaines de milliers de jeunes qui s'appêtent à démarrer dans la vie sans aucune perspective,

BRUNO LE MAIRE,
MINISTRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES